

que les professeurs, les anciens et tous les élèves du Séminaire St-Charles ont été fiers de vous à chacune des étapes de votre brillante carrière d'avocat et d'homme d'État. Mais le jour où vous avez été assermenté comme premier ministre du Canada, la joie était complète sur "le sommet de la haute colline"; la joie était délirante; votre Alma Mater était dans l'allégresse. Pour tous ceux qui connaissent votre vieux séminaire, cela se comprend aisément. A ceux des autres parties du pays qui ne le connaissent pas, je dois dire, je crois, que vous étiez un élève brillant, toujours premier de sa classe, et que depuis votre départ de St-Charles vous avez été le modèle de tous les borroméens. Comme le disait un jour l'évêque de Sherbrooke, et je cite:

Votre conduite a fait que vous êtes un exemple à suivre, un modèle à imiter, et tout cela à cause de la rectitude de votre vie, à cause de votre franchise, à cause de votre amour de la vérité.

Les Cantons de l'Est, votre séminaire, Sherbrooke, sont fiers de vous. Vous pouvez compter sur notre appui. Nous vous connaissons et nous aimons votre franchise. La politique a besoin d'hommes comme vous.

Monsieur l'Orateur, en 1945, il fut tenu, à Ottawa, une conférence fédérale-provinciale au cours de laquelle le Gouvernement du Canada a fait des propositions aux provinces. Malheureusement pour les vieillards, les malades et les infirmes, malheureusement pour l'avenir économique du pays, les deux plus riches provinces ont refusé de collaborer et, dans le cas de la province de Québec, on n'a même pas fait de contre-propositions. Depuis ce moment, le gouvernement du pays est accusé d'être centralisateur et l'on s'efforce de faire croire qu'il est l'ennemi des provinces.

Pourtant, monsieur l'Orateur, quand on sait la contribution généreuse du gouvernement fédéral à nos lois de sécurité sociale, d'aide à la jeunesse et à tant d'autres, on ne peut pas échapper à la conclusion que le gouvernement d'Ottawa remplit tout simplement le rôle que lui donne la constitution, et qu'il n'essaie jamais d'empiéter sur les droits des provinces.

Je me demande parfois comment il se fait que le gouvernement provincial n'a pas encore convoqué une conférence provinciale-municipale. Je crois que le temps est arrivé pour le gouvernement provincial d'inviter les maires des villes du Québec à discuter avec lui les problèmes que posent les finances municipales. Il est temps que le gouvernement provincial redonne aux cités et villes du Québec l'autonomie qui leur appartient.

Dernièrement, les villes des Cantons de l'Est ont tenté, les unes après les autres, de présenter un bill à Québec afin de modifier

leur charte de façon à pouvoir percevoir une taxe de vente de 2 p. 100. Elles ont été contraintes de reculer devant les protestations des contribuables, et elles devront résoudre leurs problèmes financiers autrement. La taxe de vente de 2 p. 100 perçue par le gouvernement provincial dans la ville de Sherbrooke rapporte environ \$300,000 par année.

Ne croyez-vous pas, monsieur l'Orateur, que, s'il y avait une conférence provinciale-municipale, où le gouvernement de Québec offrirait de partager cette source de revenus avec les villes, celles-ci seraient en mesure de rencontrer leurs obligations actuelles et de se préparer à satisfaire les exigences de leur développement futur?

Il en est de même de la taxe sur l'essence, qui rapporte un bon revenu, dont la moitié environ est fournie par les citoyens. Étant donné que les villes doivent construire leurs rues et les entretenir, ne croyez-vous pas que le gouvernement provincial empiète sur l'autonomie des villes en refusant de partager avec elles cette source de revenus?

Ceux qui réclament à grands cris le respect de l'autonomie devraient, à mon sens, commencer par respecter l'autonomie du gouvernement le plus proche du peuple, le gouvernement municipal. Nous savons que nos villes ont peine à équilibrer leur budget, qu'elles ne peuvent plus majorer la taxe immobilière et qu'elles ont le devoir de bien payer leurs employés.

Comment pourront-elles s'acquitter de toutes leurs obligations si le gouvernement provincial continue de drainer les sources de revenus qui leur appartiennent? Je conseille aux municipalités d'exiger une conférence avec le gouvernement provincial et nous verrons alors quel est le gouvernement qui empiète le plus sur l'autonomie des autres.

Une conférence semblable ferait aussi comprendre que, dans notre pays, tous les gouvernements, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et municipaux, doivent collaborer ensemble. Cette collaboration de tous les gouvernements est indispensable si l'on veut réellement servir l'intérêt général du pays qui, en somme, est l'intérêt de tous les Canadiens sans exception.

Le gouvernement fédéral, à mon sens, a été jusqu'ici à la hauteur de ses responsabilités. Aujourd'hui, cependant, je crois qu'il est de son devoir d'alléger le fardeau des impôts que le peuple canadien a porté si courageusement. Au nom de mes électeurs, j'invite le ministre des Finances (M. Abbott) à relever les exemptions de l'impôt sur le revenu, dans la mesure nécessaire pour relever le moral de notre population, afin de